

Des cours particuliers dès le primaire !

Les parents inscrivent leurs enfants de plus en plus jeunes, parfois dès le CE 2, dans des organismes de cours privés. Familles et enseignants se confient sur cette évolution qui en dit long sur le rapport à l'école.

Juliette Pousson

SIX PETITES TÊTES surgissent sur l'écran. Il est 17h30, ce jeudi de septembre, l'école est terminée, mais pour ces élèves les cours se poursuivent en visio. Au programme, aide aux devoirs. Auroré, enseignante à Acadomia, fait un tour d'horizon : Liam doit travailler « les chiffres romains » ; Leonardo, « les hommes de Cro-Magnon, des maths et du français » ; Aaron a « quelque chose sur les animaux... comment ils se reproduisent ». Ils ont entre 9 et 11 ans, sont en CM 2 ou viennent à peine d'intégrer le collège, et les voilà déjà accompagnés par un professeur particulier.

Du soutien scolaire dès l'école primaire ? Dans le business florissant des cours particuliers, la tendance explose. Les entreprises spécialisées voient un nombre croissant de parents s'adresser à elles pour des enfants toujours plus jeunes. En quatre ans, « les demandes concernant des CE 2, CM 1, CM 2 ont doublé » chez Acadomia, leader du secteur. Groupe Réussite, autre organisme de soutien scolaire, observe une progression annuelle ces trois dernières années de 40 % pour ce même public, quand la plate-forme Superprof fait état d'un âge moyen passé sous la barre des 10 ans depuis 2020.

« Avant, on nous appelait plutôt au lycée, ou à la fin du collège, pour un décrochage ou pour préparer à un parcours sélectif. Aujourd'hui, on nous contacte pour des jeunes enfants, pour une heure de maths ou de français par semaine », constate Aghilas Hached, cofondateur de Groupe Réussite.

Une volonté de « faire du sur-mesure »

Le virage a été pris peu avant le Covid, puis les confinements, leur impact sur la scolarité, ont accéléré le rajeunissement des profils. Le phénomène profite aussi, comme tout le milieu, de mesures fiscales avantageuses : depuis 2022, plus la peine d'attendre un an avant de percevoir le crédit d'impôt pour des cours de soutien à domicile, les parents règlent 50 % du coût de l'emploi, le reste est pris en charge par l'État.

Résultat : « Depuis la mise en place du dispositif, on a observé une diversification des profils socio-économiques », assure Marie Raichvarg, directrice de la communication institutionnelle chez Acadomia. Qu'est-ce qui



Les entreprises de soutien scolaire voient un nombre croissant de familles s'adresser à elles pour des enfants toujours plus jeunes.

motive ces parents, toujours plus nombreux, à ajouter des cours à leurs enfants si tôt dans leur scolarité ?

Les familles interrogées s'inquiètent toutes du consensus sur la baisse du niveau des jeunes Français, rappelée, année après année, par les évaluations nationales et les enquêtes internationales. À leurs yeux, avoir de bonnes notes à l'école ne suffit plus, il faut s'assurer par d'autres moyens que les fondamentaux sont bien acquis. « Ils perdent confiance dans le système scolaire et cherchent une sorte de précepteur », note Aghilas Hached.

Il y a deux ans, Tatiane a voulu « du sur-mesure ». D'abord pour sa fille, « bonne élève mais dyslexique », à qui elle a payé des cours de maths et de français dès le CM 2. Puis pour son fils, alors en CE 2, afin « d'améliorer la partie mathématiques ». « Je voyais bien que certaines notions n'étaient pas totalement assimilées. Or l'Éducation nationale, c'est comme la société, si on n'entre pas dans les cases, si on a des besoins un peu différents, on risque d'être écarté par la suite »,

craint cette gérante dans l'immobilier, qui pointe du doigt « des classes trop chargées ». Les effets de la baisse démographique ont commencé à se faire sentir sur les effectifs de classe, mais ceux-ci demeurent encore au-dessus de la moyenne des pays de l'UE (21 contre 19).

« Un coup porté à l'égalité des chances »

Pour Benoît, les cours particuliers ont surtout servi à combler des absences répétées, et pas toujours remplacées, de la maîtresse de son fils, en CP. « Avec mon épouse, on a essayé de lui faire réviser les acquis, mais ça demande du temps et on ne s'improvise pas pédagogue », raconte le père de famille. En mai déjà, la FSU-SNUipp, principal syndicat dans les écoles primaires, alertait sur les « classes sans enseignants, autrefois une exception, désormais un quotidien inacceptable ».

Ces situations, rappelle le syndicat, portent « un coup à l'égalité des chances ». Entre les familles qui auront les moyens de corriger les failles du système et les autres, la différence sera visible. Recourir

aux cours particuliers, c'est aussi, pour ceux qui peuvent se le permettre, un moyen de s'épargner des conflits. « Les devoirs à la maison sont l'une des principales sources de tension en famille », indique Marie Raichvarg. Aziz a sauté le pas cette rentrée, après avoir bataillé un an avec son fils, aujourd'hui en CM 2, pour tenter de l'éloigner des écrans et de le mettre au travail. « Il réclame tout le temps d'aller sur YouTube pour scroller comme un drogué. J'ai peur que ça l'abrutisse. À chaque fois, ça finit en crise », s'agace le quadragénaire, qui travaille dans la cybersécurité.

Dans certaines familles favorisées, les cours particuliers n'ont plus grand-chose à voir avec le « soutien scolaire ». Ils servent désormais à s'assurer le meilleur dossier possible en amont de Parcoursup et de l'embauche dans l'enseignement supérieur. Quitte à commencer toujours plus tôt. Pour sa fille, aujourd'hui en 5^e, Sarah a investi dans des cours de maths et de français dès la classe de CM 2. « On veut maximiser ses chances de pouvoir prétendre à des filières qui sont de plus

en plus sélectives », assume la cheffe de projet, qui vit dans les Hauts-de-Seine.

Vers un modèle sud-coréen ?

Difficile pour Guillaume, professeur dans une école publique primaire parisienne, de ne pas voir dans cet élargissement du soutien scolaire un constat d'échec. « Ça signifie qu'on n'arrive pas à aider les élèves comme il faut », déplore l'enseignant, qui fait le parallèle avec la fuite de plus en plus massive des familles vers le privé. « C'est la preuve que l'école doit se réinventer en proposant une autre entrée dans les apprentissages », estime Céline Haller, finaliste du concours du meilleur professeur du monde en 2025.

Philippe Meirieu, professeur émérite en sciences de l'éducation, se dit, lui, préoccupé par cette « montée de l'individualisme » : « C'est la prime à la concurrence effrénée. » Outre la crainte de voir les inégalités se creuser davantage, le pédagogue s'inquiète d'un rapprochement avec le modèle sud-coréen, champion des cours privés... et du taux de suicide chez les jeunes.



[Les parents] perdent confiance dans le système scolaire et cherchent une sorte de précepteur

Aghilas Hached, cofondateur de Groupe Réussite